

**CENTER PARCS.** Conférence des opposants au projet du Rousset hier soir à Buxy.

# Center Parcs grâce à l'impôt ?

Hier soir à Buxy les opposants au Center Parcs du Rousset ont dénoncé un montage financier s'appuyant sur l'argent public.

Même s'il est resté très prudent dans sa communication, Pierre et Vacances n'a pas renoncé à ses projets de création de Center Parcs dans la forêt du Rousset et à Poligny dans le Jura. En toute logique, les opposants de Saône-et-Loire réunis au sein du collectif « Pro-Geai du Rousset sans Center Parcs » restent donc mobilisés. Hier soir, ils organisaient une conférence à Buxy. Et le thème proposé annonçait la couleur : « Center Parcs, le hold-up de Pierre et Vacances sur les finances des collectivités locales. »

Au cours du débat public, ces opposants avaient déjà dit tout le mal qu'ils pensaient des projets d'investissement de la Région et du Département. La Région prévoit en effet d'investir 8 millions en fonds propres dans une Société d'économie mixte (SEM) propriétaire d'une partie des équipements du parc du Rousset (d'un capital total de 68 millions d'euros). La Saône-et-Loire a, elle, annoncé une participation de 7 millions d'euros. Hier soir, en additionnant d'autres dépenses (la chaufferie bois, la forma-



Michel Neugnot (à droite), vice-président de la Région, qui compte investir dans les Center Parcs du Rousset et de Poligny, a passé une soirée difficile hier à Buxy. Photo B.M.

tion des employés par Pôle Emploi...) Eric Daillie, président du collectif, estimait hier le total de la dépense publique à 75 millions d'euros. Un chiffre qui a fait sourciller Michel Neugnot, vice-président de la Région qui s'était hier risqué dans

une réunion remplie de 250 opposants. « Sans le financement public, Pierre et Vacances abandonnera », affirme Eric Daillie.

## « Financé avec nos impôts » !

Le conférencier invité hier

**« Nos impôts ne vont quand même pas servir à enrichir les actionnaires de Pierre et Vacances sans que ceux-ci ne prennent le moindre risque ! »**

Pierre-Emmanuel Scherrer

soir, Pierre Emmanuel Scherrer, professeur d'économie, développait la même idée : « Est-ce que la création de 200 emplois équivalents temps plein justifie une telle dépense d'argent public ? » « Nos impôts ne vont quand même pas servir

à enrichir Monsieur Brémond (Ndlr : PDG de Pierre et Vacances) et les actionnaires de Pierre et Vacances sans que ceux-ci ne prennent le moindre risque ! »

Le Jurassien a aussi souligné les difficultés du groupe : « Vu leur situation, ils sont obligés de continuer à faire des opérations pour générer du cash. »

Cet ancien banquier, ne croit pas non plus au retour sur investissement espéré par les collectivités : « Les éventuels dividendes ne pourront être versés à la collectivité publique qu'à partir de la 23<sup>e</sup> année. »

Poussé à prendre le micro, Michel Neugnot, vice-président de la Région, a essuyé quelques invectives et sifflets en tentant de défendre le montage financier : « Ce type de participation publique est légion dans les grosses opérations touristiques. »

BERNOIT MONTAGGIONI

## Center Parcs : le Département demande une table ronde

André Accary, président LR du conseil départemental de Saône-et-Loire vient d'adresser une lettre ouverte à tous les acteurs concernés par les projets de Center Parcs au Rousset et Poligny (39) : son homologue dans le Jura, la présidente du conseil régional de Bourgogne Franche-Comté, les deux préfets, la préfète de région et le président du groupe Pierre et Vacances.

Au lendemain du communiqué du porteur de projet annonçant de nouvelles études et l'attente d'un soutien affirmé de la Région, l'élus note : « Il ne faudrait pas néanmoins que ce nouveau délai porte préjudice à la réalisation finale de ces projets ». Pour faire bouger les choses, André Accary demande donc la tenue « en urgence » d'une table ronde sur le sujet.